

Saoudite, au Front de libération de l'Érythrée. Cette union disposerait alors de forces, d'armes et de moyens financiers suffisants pour déclencher un affrontement avec le FPLE dans le but de s'assurer le contrôle total de la province. Car, bien que les deux mouvements armés de libération se soient «unis» pour faire avancer la cause commune, cette alliance n'est assurément que temporaire. C'est pourquoi chacun possède une partie de territoire bien définie et, malgré cette alliance de raison, quelques affrontements éclatent parfois entre les troupes des deux mouvements. Au moment où l'indépendance se ferait plus proche et plus réelle, il serait inévitable que la rivalité entre eux éclate de nouveau et qu'une guerre interne ait lieu comme ce fut le cas de 1972 à 1974. Mais, pour l'instant, devant l'afflux des mercenaires cubains, solidarité et unité sont des consignes respectées.

L'Ogaden, une partie d'étoile convoitée

Vers la fin du XIX^e siècle, l'empire éthiopien, sous le règne dynamique du roi Ménélik, fut appelé à prendre de l'expansion. En effet, profitant du démembrement de l'empire somali par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, le monarque s'imposa aux puissances colonisatrices. Par cet acte de témérité il se vit octroyer la région de l'Ogaden, soit les provinces de Harrar, du Bale et la majeure partie du Sidamo.

Cette audace de la part de l'Éthiopie, fructueuse à court terme, devait cependant être une menace, à long terme. En effet, malgré la séparation des provinces de l'empire somali, un esprit d'unité et d'appartenance devait toujours survivre. Et aujourd'hui, alors que la république a succédé à l'empire, et que l'impuissance d'hier a fait place à une force moderne, le souvenir du démembrement est venu raviver l'hostilité entre l'Éthiopie révolutionnaire et la Somalie socialiste.

L'Union soviétique s'est intéressée à ce petit pays désertique et surtout à sa situation géographique stratégique. Recherchant une alliance qui lui assurerait un pied dans cette importante partie du continent, Moscou n'a reculé devant rien pour aider la Somalie à devenir une puissance militaire efficace.

Le projet de la Grande Somalie

Cette nouvelle force a fourni l'occasion aux Somaliens de réaliser leur rêve: recréer la grande Somalie d'avant le démembrement, celle représentée sur le drapeau national par l'étoile blanche à cinq branches: les trois branches manquantes sont l'Ogaden, Djibouti et le nord du Kenya, qui lui furent enlevés par les Anglais lors du démembrement.

Son projet de réunification des parties de la Grande Somalie s'appuyait sur les événements historiques et sur des données ethnographiques valables. Les trois territoires revendiqués ne faisaient-ils pas partie de l'empire somali, avant son démembrement?

Les territoires revendiqués ne sont-ils pas peuplés, en majorité, de Somalis, dont la langue et la culture sont en tous points semblables à celles de la population de la république actuelle? Mais toutes ces raisons ont été balayées par un principe fondamental, respecté par tous les pays d'Afrique. C'est celui qui est inscrit dans la charte de l'Organisation de l'Unité africaine exigeant le respect de toutes les frontières héritées du passé colonial lors de l'accession à l'indépendance de chaque pays. Sans doute, y a-t-il une certaine sagesse lorsque l'on connaît l'histoire politique, ethnographique et culturelle de l'Afrique. Mais, cette contradiction entre le respect des frontières établies par les puissances coloniales et le désir légitime de réunir de nouveau des groupes ethniques divisés a toujours été la source principale d'instabilité en Afrique depuis l'accession à l'indépendance de la majorité des pays.

Dès que la Somalie fut en possession de ressources suffisantes et que les circonstances lui parurent favorables, elle n'a pu résister à mettre son plan à exécution. C'est ainsi que le gouvernement somalien a, dans un premier temps, appuyé directement les guérilleros du Front de Libération de la Somalie occidentale (FLSO) en leur fournissant des armes et matériels divers. Forte en armes modernes expédiées par son allié russe d'hier et de l'encadrement militaire reçu, l'armée somalienne s'était chargée d'entraîner et de fournir des instructeurs au FLSO. Il y a plusieurs raisons de croire que ceux-ci, en nombre important en Ogaden, ont pris part à des combats contre les forces armées éthiopiennes dès les premiers affrontements. Mis en présence d'une force armée et d'un armement semblables, les Éthiopiens évitèrent le combat ou se replièrent sur les grandes villes, laissant le terrain aux guérilleros. La déroute était telle que, lorsque les révolutionnaires éthiopiens s'emparèrent du pouvoir, la majeure partie de l'Ogaden était aux mains du FLSO, à l'exception de Dire Dawa et de Harrar, villes garnisons, et Jijiga, base de blindés. Cette dernière devait tomber en novembre 1977 devant l'impuissance d'Addis Abeba. Se rendant compte que cette poussée menaçait de s'étendre, le gouvernement central éthiopien, fort désormais de l'appui des Soviétiques, de leur armement massif, des conseillers hongrois, polonais, bulgares et tchécoslovaques et des soldats cubains et Sud-Yéménites, décida dans un premier temps d'opposer une résistance autour de Dire Dawa et de Harrar. Cette résistance devait permettre aux Éthiopiens et à leurs alliés de l'Est de se ressaisir et de gagner du temps pour installer des lignes sûres d'approvisionnement et faire intervenir l'importante couverture aérienne fournie par Moscou.

Avec la perte de ces deux villes, qui contrôlent l'accès aux provinces du Sud, l'Éthiopie aurait perdu vraisemblablement, d'une façon définitive, les provinces de l'Ogaden aux mains de la Somalie. Alors, les